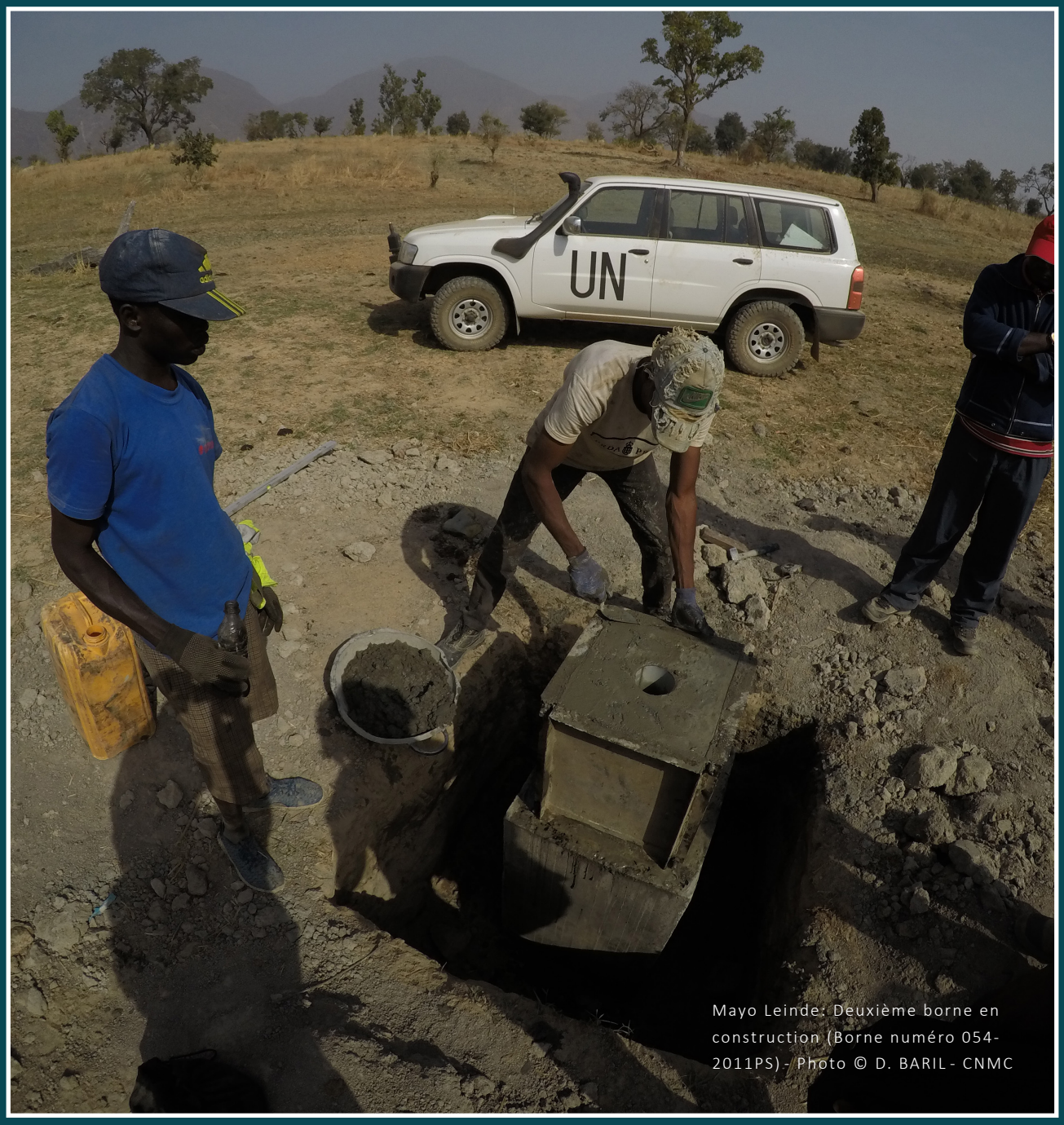
UNOWAS Magazine
Ensemble pour la Paix
Magazine trimestriel du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel



Mayo Leinde: Deuxième borne en construction (Borne numéro 054-2011PS) - Photo © D. BARIL - CNMC

La Commission Mixte Cameroun-Nigeria, vers une résolution pacifique modèle d'un différend frontalier

N15 - DEC 2021

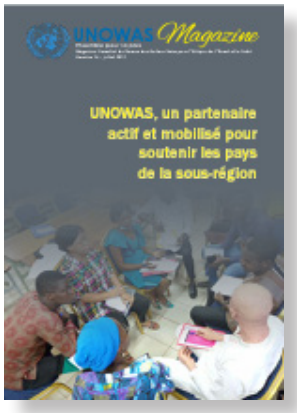
UNOWAS Magazine

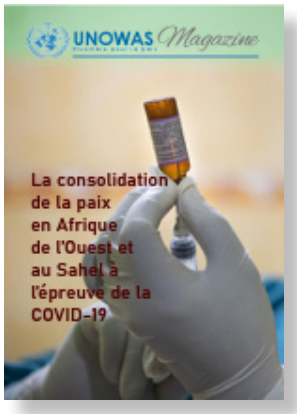
Ensemble pour la Paix

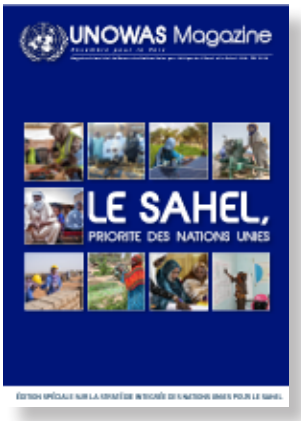
Magazine trimestriel du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel

UNOWAS Magazine vous informe sur les activités d'UNOWAS / CMCN et ses efforts pour la consolidation de la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

Pour plus d'informations sur le magazine et sur UNOWAS, visitez notre site web: **www.unowas.unmissions.org** ou écrivez à: **unowascpio@un.org**





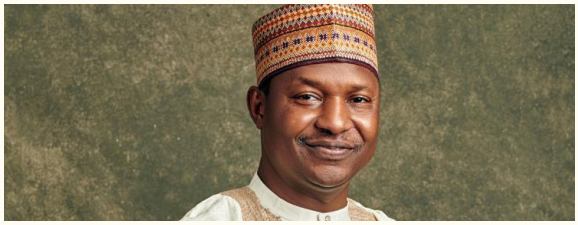


A lire dans ce numéro

EDITO : Ensemble, Consolidons la Paix

La Commission Mixte Cameroun-Nigeria, tout proche du but

Interview avec Abubakar Malami SAN, Procureur général et ministre de la Justice du Nigéria

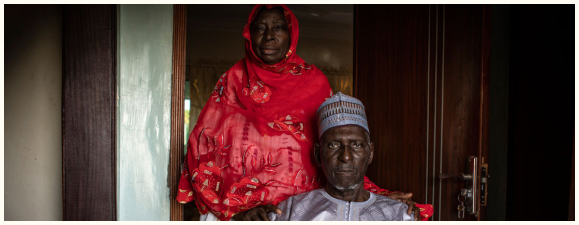


Le peuple Gambien a mis toutes ses billes dans la paix et la prospérité

Interview Seraphine Wakana Coordinatrice Résidente des Nations Unies en Gambie

La Commission vérité, réconciliation et réparations de la Gambie et le processus de justice transitionnelle

UNOWAS et UNOCA soutiennent les efforts de stabilisation dans le Bassin du Lac Tchad



L'initiative de cohésion sociale des NU pour la paix et la prévention des conflits dans la sous-région

Les leaders religieux et traditionnels, acteurs majeurs dans la consolidation de la paix

Les femmes appellent à une mise en oeuvre rapide de la Res. 1325

A Abuja, les jeunes réclament leur pleine participation dans les processus de décision

Mahamat Saleh ANNADIF
Représentant spécial du Secrétaire général et Chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS)

Ensemble, consolidons la paix

La prévention des conflits et la consolidation de la paix est au cœur de l'action que mène UNOWAS en coordination avec les partenaires nationaux et sous-régionaux.

Au regard de la situation qui prévaut en Afrique de l'Ouest et le Sahel, marquée, hélas, par une détérioration de la sécurité, des tensions politiques, et un déficit de développement économique et social, le rôle que nous jouons aux côtés des états de la sous-région pour accompagner leurs efforts en faveur de la paix et le développement est plus utile que jamais, car il contribue à réaliser des avancées encourageantes qui nous confortent dans l'analyse que nous faisons sur l'importance de coordonner nos efforts pour améliorer la situation.

Quelques exemples récents peuvent étayer cette assertion.

La Commission Mixte Cameroun-Nigeria (CMCN) est sans aucun doute l'exemple de l'outil de résolution des différends frontaliers qui souligne le mieux l'importance de la prévention et de règlement pacifique des conflits.

Etablie le 10 octobre 2002 pour faciliter la mise en œuvre de l'arrêt de la Cour Internationale de Justice (CIJ) relatif au règlement du différend frontalier opposant le Cameroun et le Nigeria, la CMCN a joué un rôle significatif dans la résolution pacifique du différend frontalier, et la consolidation de la paix entre les deux grands pays voisins.

> La sous-région ne manque pas de potentiel humain. En ce sens, les jeunes, femmes et hommes, qui constituent la majorité des populations et qui sont les acteurs majeurs de demain doivent être perçus comme la meilleure opportunité.

La tenue à Yaoundé les 19 et 20 novembre 2021 de la trente -troisième session ordinaire de la CMCN après sept années d'interruption, témoigne de la volonté et de la détermination des deux pays de finaliser le processus.

Aujourd'hui, nous pouvons affirmer en toute confiance, et avec sérénité que les Parties se sont entendues sur près de 2005 km du tracé de la frontière estimée à 2100 Km, ce qui laisse très peu de points de désaccord. La construction de bornes, symboles physiques de la démarcation, s'est poursuivie également malgré l'insécurité. A ce jour, 1673 bornes ont été construites, soit plus de 60 % du projet.

Bien plus, les deux délégations se sont engagées avec le soutien des Nations Unies à se mobiliser pour apporter l'aide nécessaire aux populations affectées par les travaux de démarcation. La tenue de la trente-quatrième réunion de la CNMC prévue à Abuja, au Nigeria, les 25 et 26 août prochains marquera un tournant.

La sous-région, et plus particulièrement la Gambie, a vécu en décembre dernier un moment historique. L'élection présidentielle du 4 décembre s'est déroulée d'une manière démocratique et responsable. Les Gambiens de

tous bords ont pu exercer leurs droits civiques et voter librement, propulsant ainsi la Gambie dans une nouvelle phase de son histoire, celle de la construction d'une société tournée désormais vers la stabilité et le développement.

Ce progrès est aujourd'hui une réalité grâce à la détermination des Gambiens, mais aussi grâce à l'engagement des partenaires régionaux et internationaux qui ont accompagné la Gambie. Mais cette phase porteuse d'espoir qui s'ouvre nécessite, sans aucun doute, un soutien renouvelé de la part de tous les partenaires, et un engagement accru en faveur du développement et de la gouvernance démocratique de la part des autorités Gambiennes.

La sous-région ne manque pas de potentiel humain. En ce sens, les jeunes, femmes et hommes, qui constituent la majorité des populations et qui sont les acteurs majeurs de demain doivent être perçus comme la meilleure opportunité. Tout en faisant valoir leurs attentes et frustrations, ils démontrent chaque jour leurs capacités et désirs à contribuer à la construction d'une société meilleure.

Le deuxième forum annuel des jeunes organisé en collaboration avec le Centre de Développement de la Jeunesse et des Sports (CDJS) de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), les 9 et 10 décembre dernier à Abuja, Nigéria, a souligné la nécessité d'accélérer et de renforcer la participation des jeunes dans les processus de consolidation de la paix et de développement.

L'Appel d'Abuja lancé par les jeunes à l'attention des autorités des pays de la sous-région, constitue une avancée dans la reconnaissance du rôle des jeunes en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

Enfin, conscients du rôle prépondérant des leaders traditionnels et religieux, l'UNOWAS a organisé à Dakar, les 16 et 17 décembre 2021, un séminaire régional pour échanger sur leur contribution à la prévention et à la résolution des conflits ainsi qu'à la consolidation de la paix.

Les deux jours de travaux ont permis d'articuler des recommandations ambitieuses qui ont fait l'objet d'un appel à la fin du séminaire. Désormais, ce cadre d'échange et de conseils initié par UNOWAS constitue un pas déterminant dans la prise en compte de la contribution des leaders traditionnels et religieux dans la stabilisation de la région.

Dans l'exercice de notre mandat, nous continuerons d'œuvrer avec nos divers partenaires à renforcer ces progrès, et à accompagner les pays dans leurs efforts en faveur de la consolidation de la paix et le développement.

A lire dans ce numéro

La Commission Mixte Cameroun-Nigeria, proche du but

Interview avec Abubakar Malami SAN, Chef de la délégation du Nigeria pour la CNMC, Procureur général et ministre de la Justice du Nigéria

Le peuple Gambien a mis toutes ses billes dans la paix et la prospérité

Interview Seraphine Wakana Coordinatrice Résidente des Nations Unies en Gambie

La Commission vérité, réconciliation et réparations de la Gambie et le processus de justice transitionnelle

UNOWAS et UNOCA soutiennent les efforts de stabilisation dans le Bassin du Lac Tchad

L'initiative de cohésion sociale des NU pour la paix et la prévention des conflits dans la sous-région

Les leaders religieux et traditionnels, acteurs majeurs dans la consolidation de la paix

Les femmes appellent à une mise en oeuvre rapide de la Res. 1325

A Abuja, les jeunes réclament leur pleine participation dans les processus de décision

UNOWAS, promouvoir la paix et prévenir les conflits en Afrique de l'Ouest et au Sahel

Le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), une Mission politique spéciale régionale du Département des affaires politiques et de consolidation de la paix (DPPA) des Nations Unies.

60ème Session Ordinaire de la CEDEAO

Mahamat Saleh ANNADIF, Représentant spécial et Chef des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) a participé à la soixantième session ordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) tenue le 12 décembre 2021 à Abuja, République fédérale du Nigéria. Dans son intervention, M. ANNADIF a déclaré que « il est nécessaire de bâtir des sociétés inclusives, au sein desquelles toutes les catégories sociales se sentent concernées par le projet collectif. Il faut donc, entre autres, intensifier les efforts pour renforcer davantage l'état de droit, et la participation des femmes et des jeunes dans les processus politiques. » Le Sommet a adopté la Vision 2050 de la CEDEAO qui vise à avoir, d'ici 2050, « Une communauté de peuples pleinement intégrée dans une région pacifique et prospère dotée d'institutions fortes qui respectent les libertés fondamentales et œuvrent pour un développement inclusif et durable ».

Visite de la Représentante spéciale adjointe pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel à Bissau

La Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général et Chef adjointe du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), Mme Giovanie Biha, a effectué, du 18 au 20 octobre 2021, une visite de trois jours en Guinée-Bissau. La visite de familiarisation et de plaidoyer qui entre dans le cadre du partenariat en cours entre le système des Nations Unies en Guinée-Bissau et l'UNOWAS vise à appuyer les efforts pour la mise en œuvre des activités relevant du mandat de l'UNOWAS. Mme Biha a été reçue en audience par la Secrétaire d'État aux Communautés, Mme Salomé dos Santos Allouche, assurant l'intérim de la ministre des Affaires étrangères, Mme Suzi Carla Barbosa. Elle a également rencontré la ministre de l'Administration publique, Mme Maria Celina Vieira Tavares. La Représentante spéciale adjointe a tenu des réunions avec l'équipe pays des Nations Unies afin d'évaluer les progrès réalisés et d'examiner les moyens pour relever les défis et renforcer les partenariats en appui aux efforts de paix et de développement.

12ème réunion du comité de pilotage de l'UNISS

La 12ème réunion du Comité de pilotage de la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel (UNISS) s'est tenue à Dakar, du 3 au 4 novembre 2021. Co-présidée par Mahamat Saleh Annadif, Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) et Mar Dieye, Coordonnateur spécial pour le développement au Sahel, la réunion a porté sur la dynamique géostratégique et le positionnement stratégique de l'ONU dans la région du Sahel. M. ANNADIF a souligné l'importance d'une approche régionale pour faire face à la crise causée par Boko Haram et d'une synergie plus étroite entre l'UNISS et la stratégie régionale de stabilisation du bassin du lac Tchad.

Conférence des Attachés de Défense basés au Sénégal

Le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) ont organisé le 25 novembre 2021, la conférence des attachés de défense sous le thème : « Persistance de l'extrémisme violent au Sahel et insécurité maritime dans le golfe de Guinée : liens et perspectives pour relever le double défi sécuritaire ». La conférence a réuni des diplomates, des officiers militaires, des experts de la région et des experts dans le domaine des conflits, de la gestion de la paix et de la sécurité, de l'humanitaire et de l'état de droit de la région. Lors de la séance d'ouverture, le RSSG ANNADIF a réitéré l'engagement de l'UNOWAS à continuer de soutenir les efforts visant à éradiquer l'insécurité dans la sous-région.

Réunion technique de la Plateforme Ministérielle de Coordination des Stratégies Sahel

Les 9 et 10 décembre, UNOWAS et MISAHEL ont organisé une réunion technique de la Plateforme Ministérielle de Coordination des Stratégies Sahel (MCP) à Saly, Sénégal. La réunion a réuni des représentants du Burkina Faso, du Tchad, du Mali et de la Mauritanie, ainsi que des représentants d'organisations régionales telles que le G5 Sahel, le Comité interétatique de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS), l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), l'Autorité du Liptako Gourma (LGA), la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le Centre National d'Etudes Stratégiques (CNES-Niger) et l'ONU (UNOWAS, UNODC, PAM, PNUD, ISU). Les participants ont demandé l'organisation d'une réunion ministérielle au cours du premier semestre 2022.

Forum régional des ministres de la justice

UNOWAS en partenariat avec l'ONUDC, le HCDH et le PNUD ont soutenu le ministère de la Justice du Ghana en sa qualité de président de l'Autorité des chefs d'État et de gouvernement de la CEDEAO pour organiser une réunion d'experts de haut niveau, les 8 et 9 décembre à Accra, pour discuter et convenir des modalités d'établissement d'un forum régional des ministres de la justice. Des délégués de neuf États membres ont assisté à la réunion. Dans son allocution d'ouverture, le procureur général et ministre de la Justice du Ghana, Godfrey Dame, a réitéré l'importance de cette initiative pour la promotion de l'état de droit dans la région, ainsi que l'engagement de son gouvernement à fournir le leadership requis pour faire aboutir l'initiative. Au nom du RSSG UNOWAS, le directeur des affaires politiques, Moudjib Djinadou, a souligné le soutien continu de l'ONU et l'importance d'un tel forum, lorsqu'il est opérationnel, pour maintenir la volonté politique nécessaire afin de relever les défis qui sapent l'état de droit dans la région.

UNOWAS accueille la 36e réunion de haut niveau des chefs de mission des Nations Unies dans la région

A l'invitation du Représentant spécial du Secrétaire général et Chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), Mahamat Saleh Annadif, les chefs des missions des Nations Unies en Afrique de l'Ouest et au Sahel ainsi que le Représentant du Secrétaire général et Chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA), François Louncény Fall, se sont réunis le 15 novembre 2021 pour la 36e Réunion de haut niveau, à Dakar, au Sénégal. Les discussions ont porté sur les tendances politiques, socio-économiques et sécuritaires en Afrique de l'Ouest et au Sahel et sur leur impact sur les régions voisines, dont la région de l'Afrique centrale. Alors que la situation sécuritaire continue de se détériorer au Mali, au Burkina Faso, au Niger et dans le bassin du lac Tchad, les participants ont souligné la nécessité d'une approche multidimensionnelle et régionale pour s'attaquer aux causes profondes de l'insécurité. Ils ont également appelé à une coopération renforcée pour relever ces défis.

Réunion de l'Union du fleuve Mano sur la situation politique en Guinée

Du 22 au 23 novembre, le RSSG Annadif a participé, à Monrovia, à la Conférence extraordinaire sur la diplomatie, la paix, la sécurité et la démocratie, organisée par le Secrétariat de l'Union du fleuve Mano (UFM). La réunion a porté sur la situation politique en République de Guinée. L'UFM a encouragé les autorités guinéennes à se conformer à la feuille de route de transition de la CEDEAO et à établir un processus de transition clair.

La Commission Mixte Cameroun-Nigeria, proche du but

La Commission Mixte Cameroun-Nigeria, (CMCN), créée suite à la décision de la Cour Internationale de Justice (CIJ) le 15 novembre 2002 pour résoudre le différend frontalier entre les deux pays, a tenu sa trente-troisième session les 19et 20 novembre dernier à Yaoundé, Cameroun sous la présidence du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, Mahamat Saleh ANNADIF.

« Pour le travail qu'elle aura accompli depuis son établissement, la CMCN mériterait un prix Nobel de la paix ». C'est la déclaration faite durant la trente-troisième session par le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, Mahamat Saleh Annadif, en sa qualité de Président de la CMCN.

En effet, lentement mais surement, les deux grands pays de l'Afrique centrale et de l'Afrique de l'Ouest n'ont cessé d'œuvrer avec détermination et confiance. Sur un tracé de frontière estimée à 2100 Kilomètres, les deux pays voisins ont entériné leur accord sur la démarcation de 2050 kilomètres. Et sur un total de 2696 bornes à construire, 1673 bornes sont déjà construites et placées.

Mais au-delà de cet aspect technique et logistique, nécessaire à tous les processus de démarcation, le résultat le plus important réside dans le fait que les deux pays ont réussi depuis 2002 à convertir un différend potentiellement générateur de conflits et de désaccords à une source de coopération et de partenariat entre deux pays voisins. Cette coopération et ce partenariat soutenus par les Nations Unies resteront sans aucun doute comme l'exemple le plus significatif en matière de prévention et résolution des conflits.

C'est dans cet état d'esprit que les deux délégations se sont retrouvées à Yaoundé pour évaluer l'état des activités relatives à la démarcation, entériner les réalisations et les accords, et renforcer la vision commune pour la finalisation du processus de démarcation de la frontière entre les deux pays.

Soutenir les populations affectées

Rendant un hommage appuyé aux deux délégations et à leurs gouvernements respectifs pour l'engagement constant et les efforts fournis malgré les multiples défis, notamment sécuritaires, le Président de la CMCN, M. ANNADIF, a également souligné la nécessité de renforcer davantage la coopération entre les deux pays et de soutenir les populations affectées par les travaux de la démarcation.

De leur côté, les deux chefs de délégations du Cameroun et du Nigeria, respectivement M. Amadou Ali, Vice-Premier Ministre, et M. Abubakar Malami, Procureur général de la Fédération et Ministre de la Justice, ont réaffirmé leur mobilisation de prendre les mesures nécessaires en vue de renforcer la confiance entre les populations vivant des deux côtés de la frontière.

En effet, la trente-troisième session de la CMCN a relevé l'importance de la prise en compte de ses populations pour que la finalisation du processus de démarcation soit un succès total. Elle a également pris note de la nécessité de mobiliser davantage de fonds qui serviront dans la réalisation des projets socio-économiques transfrontaliers.

Les Nations Unies, à travers les équipes pays au Cameroun et au Nigeria apporteront leur contribution pour le lancement en 2022 des diverses initiatives, notamment dans les domaines de l'assistance à la sécurité alimentaire, l'éducation, la santé, l'eau et l'assainissement, et les infrastructures de base.

Bien déterminés à parachever les travaux sur le terrain, les deux chefs de délégations en coordination avec le Président de la CMCN, se sont mis d'accord pour tenir la trente-quatrième session de la Commission Mixte à Abuja les 25 et 26 août 2022. A cette date, la CMCN sera proche du but !

Sur le même sujet

Ground Truth - Atlas Obscura
Le travail de la Commission mixte Cameroun-Nigeria récompensé par le prix Raymond Milefsky
Le Cameroun et le Nigeria se mobilisent pour parachever la démarcation de la frontière terrestre
La CNMC poursuit ses travaux pour parachever la démarcation des frontières
CNMC, démarquer la frontière dans la paix

De gauche à droite : Amadou Ali, Vice-Premier Ministre du Cameroun, Mahamat Saleh ANNADIF et Abubakar Malami, SAN, Procureur général de la Fédération et Ministre de la Justice du Nigeria

La délégation du Cameroun lors de la 33ème Session Ordinaire de la CNMC

A lire dans ce numéro

Edito : Ensemble, Consolidons la Paix

Interview avec Abubakar Malami SAN, Chef de la délégation du Nigeria pour la CNMC, Procureur général et ministre de la Justice du Nigéria

Le peuple Gambien a mis toutes ses billes dans la paix et la prospérité

Interview Seraphine Wakana Coordinatrice Résidente des Nations Unies en Gambie

La Commission vérité, réconciliation et réparations de la Gambie et le processus de justice transitionnelle

UNOWAS et UNOCA soutiennent les efforts de stabilisation dans le Bassin du Lac Tchad

L'initiative de cohésion sociale des NU pour la paix et la prévention des conflits dans la sous-région

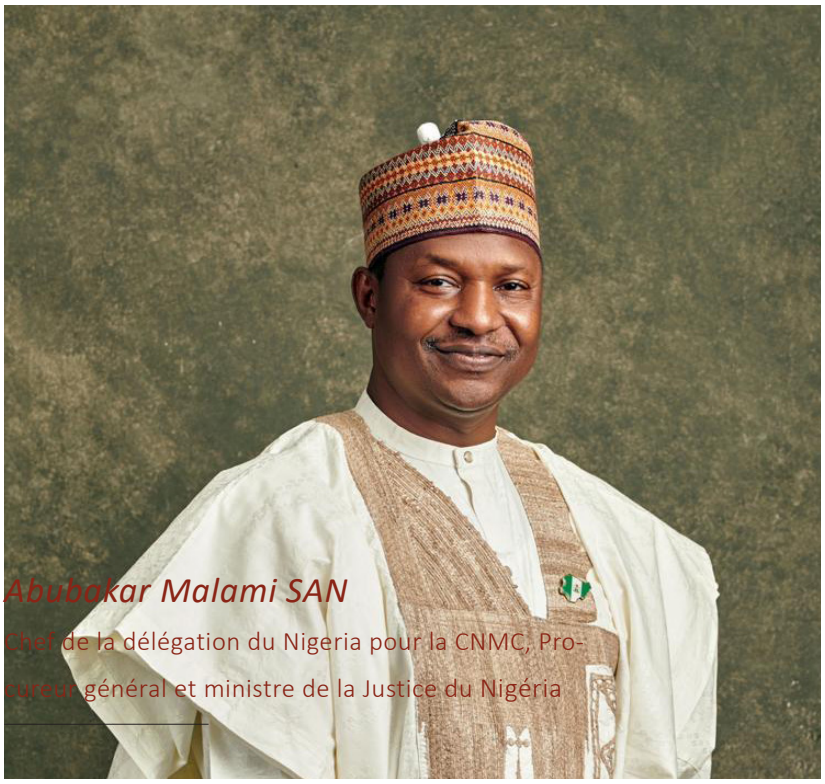
Les leaders religieux et traditionnels, acteurs majeurs dans la consolidation de la paix

Les femmes appellent à une mise en oeuvre rapide de la Res. 1325

A Abuja, les jeunes réclament leur pleine participation dans les processus de décision

La Commission Mixte Cameroun-Nigeria en Action

Activités	Réalisations
Faciliter le retrait des troupes et le transfert d'autorité dans la zone du lac Tchad, le long de la frontière terrestre et dans la presqu'île de Bakassi	La CMCN a facilité le transfert pacifique de l'autorité de Bakassi au Cameroun par le biais de l'Accord de Greentree, conformément à l'arrêt de la Cour Internationale de Justice.
Délimitation de la frontière terrestre et délimitation de la frontière maritime entre les deux pays	2 050 kilomètres de démarcation ont été enquêtés et approuvés par le Cameroun et le Nigeria sur un total d'environ 2 100 kilomètres. Délimitation de la frontière maritime conformément à l'arrêt de la Cour Internationale de Justice. Sur un total of 2696 pilliers à mettre en place, 1673 bornes ont déjà été construites et placées.
Répondre aux besoins des populations locales dans les zones frontalières affectées par les activités de démarcation	La CMCN, en liaison avec des partenaires, a développé des programmes en faveur des populations pour atténuer les impacts causés par la démarcation.
Faire des recommandations sur le renforcement de la confiance afin de promouvoir les opérations de coopération transfrontalières	La Commission mixte a également approuvé les recommandations de coopération transfrontalière sur les gisements d'hydrocarbures à cheval sur la frontière maritime.



Abubakar Malami SAN

Chef de la délégation du Nigeria pour la CNMC, Procureur général et ministre de la Justice du Nigéria

En marge de la 33ème session de La Commission Mixte Cameroun-Nigeria, (CMCN) UNOWAS Magazine a échangé avec le Chef de la délégation du Nigeria, Abubakar Malami SAN, procureur général et Ministre de la Justice de la République Fédérale du Nigeria. Interview

Vous venez de conclure la 33ème session de la CNMC. La dernière a eu lieu il y a 7 ans. Quels sont les principaux résultats de cette réunion ?

Essentiellement, je pense que la base de cette réunion est d'aborder les questions de désaccord, en particulier en ce qui concerne le différend frontalier entre le Nigéria et le Cameroun. Ainsi, depuis que les documents ont été traités, il est apparu nécessaire d'identifier les limites appropriées de la frontière selon l'arrêt de la Cour Internationale de Justice.

Les présidents des deux pays, du Nigeria et du Cameroun, se sont réunis grâce à la facilitation des Nations Unies et cette commission a été mise en place sous le nom de Commission Mixte Cameroun Nigeria. Et cette commission a la responsabilité d'identifier les zones contestées entre le Nigeria et le Cameroun.

Ainsi, le comité qui a été mis en place a identifié environ 18 domaines de désaccord et ces points constituaient les points de négociations entre les deux pays, sous la médiation et la facilitation des Nations Unies. Avant cette réunion, les parties se sont entendues sur 12 des 18 points. Maintenant, le résultat le plus important de la réunion d'aujourd'hui est le fait que les parties se sont entendues en grande partie sur deux autres points et l'implication est que lorsque vous en avez 12 avant et deux autres maintenant, cela en fait essentiellement 14 points d'accord. Les points de litige en suspens sont réduits à 4. L'essence et le résultat de la réunion sont que les parties ont continué à s'engager au fil du temps, et elles ont enregistré quelques succès en raison du niveau de différend litigieux et controversé découlant de ces 4 domaines, et nous espérons éventuellement avoir une position concluante pour convenir d'un accord sur tous les points.

Quelles sont les prochaines étapes pour finaliser la démarcation ?

Une réunion est fixée au mois d'août de l'année prochaine. Nous la tiendrons au Nigéria après une mission sur le terrain des équipes techniques dans le but de combler les lacunes liées aux différends entre les parties.

En tant que chef de la délégation de votre pays, comment évaluez-vous la coopération avec le Cameroun ?

La Commission mixte telle que nous la connaissons aujourd'hui est le fruit de cette coopération. Nous sommes tous ici aujourd'hui pour régler les différends. C'est une fonction et en effet un produit de la coopération internationale entre les deux pays. Ainsi, **la volonté et la coopération politiques ont été démontrées par les deux dirigeants en essayant de trouver une solution pacifique aux points de divergence**.

A lire dans ce numéro

Edito : Ensemble, Consolidons la Paix

La Commission Mixte Cameroun-Nigeria, proche du but

Le peuple Gambien a mis toutes ses billes dans la paix et la prospérité

Interview Seraphine Wakana Coordinatrice Résidente des Nations Unies en Gambie

La Commission vérité, réconciliation et réparations de la Gambie et le processus de justice transitionnelle

UNOWAS et UNOCA soutiennent les efforts de stabilisation dans le Bassin du Lac Tchad

L'initiative de cohésion sociale des NU pour la paix et la prévention des conflits dans la sous-région

Les leaders religieux et traditionnels, acteurs majeurs dans la consolidation de la paix

Les femmes appellent à une mise en oeuvre rapide de la Res. 1325

A Abuja, les jeunes réclament leur pleine participation dans les processus de décision

Le peuple Gambien a mis toutes ses billes dans la paix et la prospérité

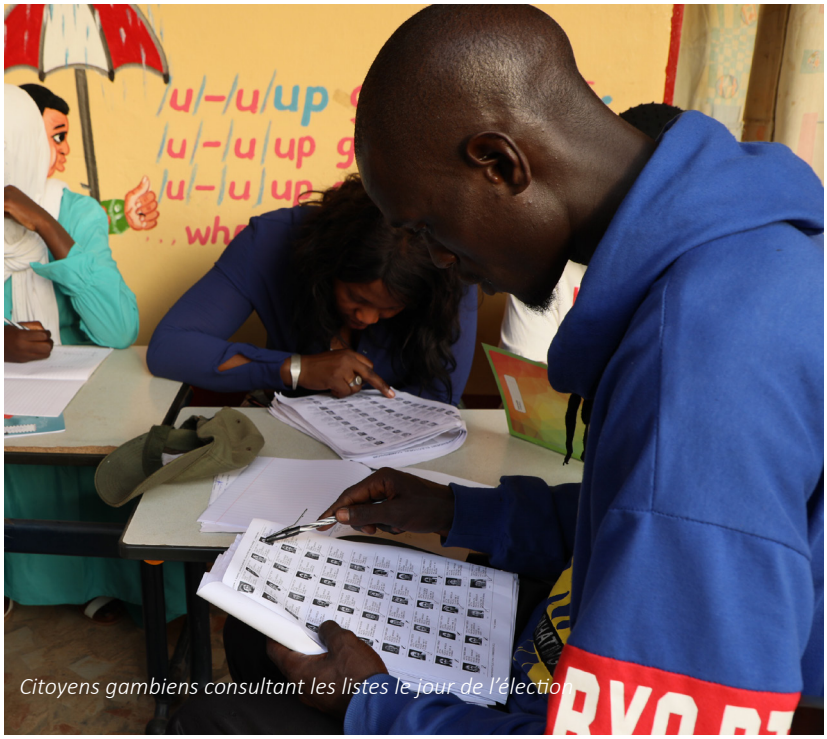
La Gambie a organisé le 4 décembre 2021, sa première élection présidentielle après l'ère Yahya Jammeh. Cette échéance électorale constitue une étape majeure vers l'ancrage de la paix, de la démocratie et de la stabilité.

Un système de vote unique avec des billes

Ce samedi 4 décembre, jour de vote en Gambie, plus de 964.000 électeurs sont appelés à choisir leur nouveau président parmi les six candidats officiellement déclarés : Adama Barrow, Ousseinou Darboe, Mama Kandeh, Halif Ababacarr Sallah, Essa Faal et Abdoulie Jammeh. Les Gambiens prennent d'assaut les centres de vote pour accomplir leur devoir civique. Avec une grande patience et dans une ambiance calme et amicale, les électeurs dans de longues files attendent leur tour pour voter.

En Gambie, le processus de vote est simple et écologique. Il se fait avec des billes qui remplacent le bulletin de vote habituellement utilisé dans les autres pays. Elles ont d'ailleurs été l'attraction principale pour les observateurs électoraux venus d'ailleurs.

Le matin, avant le début du scrutin, un fonctionnaire électoral porte les tambours de vote à l'extérieur pour montrer aux électeurs présents et aux représentants des partis politiques qu'ils sont bien vides. Après la vérification de l'inscription effective de l'électeur sur la liste, ce dernier se voit attribuer une seule bille qu'il placera dans un des fûts placés dans l'isoloir et qui servent d'urnes. Chaque fût est peint aux couleurs officielles d'un parti politique et porte la photo correspondant à son candidat à la présidentielle. Une fois dans l'isoloir, l'électeur glisse la bille dans un petit trou sur le dessus du tambour de son choix. Ensuite, le tintement tant attendu d'une sonnette de vélo attachée



Citoyens gambiens consultant les listes le jour de l'élection

> Les Nations Unies ont accompagné la République de la Gambie tout au long du processus électoral

à l'intérieure du tambour se fait entendre. Cette sonnerie signifie que le vote a été exprimé. Pour qu'il n'y ait pas de confusion, du sable est placé au fond du baril pour assourdir le deuxième cliquetis du marbre sur le métal.

A 17h, fin du scrutin, les chefs de bureaux de vote et les représentants de chaque parti politique se préparent pour le décompte des votes. Les tambours sont alors vidés et les billes ramassées et placées sur des planches en bois spécialement conçues pour marquer 100 à 200 ou 500 trous par planche, ce qui leur permet de voir rapidement le nombre de suffrages exprimés dans chaque tambour, c'est à dire pour chaque candidat.

Une élection pacifique, crédible et transparente

Les observateurs ont unanimement salué le système de vote utilisé en Gambie. « Ceci est notre propre pratique de la démocratie » a déclaré, au cours d'une présentation sur la journée électorale, l'ancien Président du Nigeria, Olusegun Obasanjo, qui a conduit la mission d'observation du Commonwealth. « Quand j'ai vu les billes, je me suis dit mais pourquoi les autres pays africains n'adoptent pas cette façon de faire » a-t-il ajouté, s'exprimant sur l'efficacité des billes comme moyen pour exprimer un suffrage.

Les autres chefs de Missions d'Observation de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de l'Union africaine, et de l'Union Européenne, respectivement conduites par, Ernest Bai Koroma, ancien Président de la République de Sierra Leone, Kgalema Motlanthe, ancien Président de la République d'Afrique de Sud, et M. Norbert Neuser ont tous partagé cet avis. « Je suis impressionné par le mode de scrutin simple mais efficace, basé sur l'utilisation des billes qui tombent dans le tambour réservé à chacun des candidats, minimisant ainsi les bulletins de vote nuls ou invalides », a déclaré M. Bai Koroma.

Les missions d'observation ont estimé que ce système est transparent et beaucoup moins couteux, et qu'il pourrait être amélioré pour une meilleure fonctionnalité. Elles ont apprécié la rapidité et la transparence avec lesquelles les résultats ont été compilés, transmis et officiellement proclamés.

Ce système de vote unique n'a pas changé depuis sa mise en place en 1965, juste après l'indépendance de la Gambie. Il favorise une élection participative en permettant à toute la population gambienne de voter, malgré le taux élevé d'analphabétisme.

Les missions d'observation nationales et internationales ont jugé ce scrutin pacifique, crédible et transparent avec une large participation des électeurs dans un contexte marqué par la pandémie de COVID-19. En effet, selon la Commission Electorale Indépendante (CEI), le taux de participation s'établit autour de 87%, ce qui montre l'engagement et l'intérêt des Gambiens à consolider les acquis démocratiques.

Dès le lendemain du vote, le Président sortant, Adama Barrow, a été déclaré vainqueur par la Commission Electorale Indépendante avec 53% des votes. Il convient de relever qu'il n'y a pas eu de candidature féminine pour ces élections 2021. Pour la première fois en Gambie, une femme, Marie Sock, avait déposé son dossier de candidature qui a été par la suite rejeté par la Commission Electorale Indépendante.

Les Organisations de la Société Civile n'étaient pas en reste. Leur participation en tant qu'observateurs citoyens a contribué à renforcer la crédibilité et la transparence du processus électoral. A travers une coalition regroupant, entre autres, des leaders communautaires et religieux, des femmes et des jeunes, la société civile a joué un rôle essentiel dans la promotion de la non-violence et de la paix dans le processus électoral.

Soutien des Nations pour la consolidation de la paix et de la démocratie

Les Nations Unies ont accompagné la République de la Gambie tout au long du processus électoral. A travers le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), les Nations Unies ont renforcé les institutions et processus démocratiques clés de la Gambie par le biais de processus électoraux fonctionnels et inclusifs qui ont pu garantir le déroulement pacifique des élections.

Pendant la période des élections, Mahamat Saleh ANNADIF, Représentant spécial du Secrétaire général et Chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), accompagné de Mme Martha Pobee, Sous-Secrétaire générale pour l'Afrique aux Départements des affaires politiques et de consolidation de la paix, et des opérations de paix, a fait le déplacement en Gambie pour exprimer le soutien des Nations Unies aux efforts déployés pour la tenue d'une élection présidentielle apaisée, inclusive et transparente.

Au terme du scrutin, M. ANNADIF a salué le sens de responsabilité des acteurs politiques ainsi que la détermination du peuple gambien qui a exercé son devoir civique de façon exemplaire, pour consolider la paix et la démocratie.

Nul doute qu'après avoir mis toutes leurs billes pour renouveler leur confiance au président sortant, les Gambiens ont ouvert un nouveau chapitre de leur histoire, celui de la consolidation des acquis de la transition et la construction d'un pays, désormais, tourné vers l'avenir. L'équipe pays des Nations Unies, et UNOWAS resteront un partenaire actif pour accompagner la Gambie dans ce nouveau chapitre de son histoire.

Sur le même sujet

Une alternance pacifique en Gambie

A lire dans ce numéro

Edito : Ensemble, Consolidons la Paix

La Commission Mixte Cameroun-Nigeria, proche du but

Interview avec Abubakar Malami SAN, Chef de la délégation du Nigeria pour la CNMC, Procureur général et ministre de la Justice du Nigéria

Interview Seraphine Wakana Coordinatrice Résidente des Nations Unies en Gambie

La Commission vérité, réconciliation et réparations de la Gambie et le processus de justice transitionnelle

UNOWAS et UNOCA soutiennent les efforts de stabilisation dans le Bassin du Lac Tchad

L'initiative de cohésion sociale des NU pour la paix et la prévention des conflits dans la sous-région

Les leaders religieux et traditionnels, acteurs majeurs dans la consolidation de la paix

Les femmes appellent à une mise en oeuvre rapide de la Res. 1325

A Abuja, les jeunes réclament leur pleine participation dans les processus de décision

Citoyens gambiens attendant devant le bureau de vote le jour de l'élection

10 CHOSES A SAVOIR SUR

UNOWAS

- UNOWAS, le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, a été établi en 2002 en tant que mission politique spéciale régionale qui dépend du Département des Affaires Politiques et de la Consolidation de la Paix (DPPA) des Nations Unies.

- UNOWAS est dirigé par M. Mahamat Saleh ANNADIF, Représentant spécial du Secrétaire général (RSSG) pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel et chef d'UNOWAS, et par Mme Giovanie BIHA, Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général.

- UNOWAS est mandaté par le Conseil de sécurité pour agir pour la résolution des crises et des conflits à travers un rôle actif dans la diplomatie préventive, les bons offices, et la médiation politique dans les pays d'Afrique de l'Ouest et du Sahel.

- UNOWAS couvre 16 pays : Bénin, Burkina Faso, Cabo-Verde, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra Leone. Togo et (Tchad).

- UNOWAS travaille en étroite collaboration avec d'autres entités des Nations Unies et les partenaires régionaux et internationaux tels que la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest, l'Union du fleuve Mano, la Commission du bassin du lac Tchad, la Commission du golfe de Guinée, le Groupe des Cinq pour le Sahel et l'Union Africaine, pour promouvoir une approche intégrée de la prévention des conflits et des défis régionaux.

- UNOWAS soutient les pays de la sous-région dans leurs efforts pour consolider la bonne gouvernance, le respect de la légalité et les droits de l'homme ,et l'intégration du genre dans les initiatives de prévention et de gestion des conflits.

- UNOWAS soutient les institutions sous-régionales et les États à renforcer leurs capacités afin de faire face aux menaces transfrontalières et transversales qui pèsent sur la paix et la sécurité dans la sous-région. Il contribue également à l'analyse et l'évaluation de l'impact du changement climatique sur la sécurité et la stabilité dans la sous-région.

- UNOWAS participe à la mise en œuvre de la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel (SINUS) pour soutenir les pays de la région du Sahel dans leur lutte contre les menaces sécuritaires, les défis en matière de développement et la gestion des effets du changement climatique, et la promotion du développement durable.

- M. Mahamat Saleh ANNADIF est également le Président de la Commission mixte Cameroun-Nigéria (CMCN), créée pour faciliter la mise en œuvre de l'arrêt rendu en 2002 par la Cour internationale de justice (CIJ) sur le différend frontalier entre le Cameroun et le Nigéria.

- Le mandat de la (CMCN) englobe l'appui à la démarcation de la frontière terrestre et à la délimitation de la frontière maritime ; la facilitation du retrait de la République fédérale du Nigéria et le transfert de l'autorité à la République du Cameroun ; la réponse aux besoins des populations touchées par la démarcation.

Mme Seraphine Wakana a été nommée Coordonnatrice résidente des Nations Unies pour la République de la Gambie en octobre 2018. Elle travaille en étroite collaboration avec l'équipe pays des Nations Unies et le gouvernement pour définir et convenir de la réponse stratégique de l'ONU aux priorités de développement de la Gambie. Interview.

"La Gambie est sur la bonne voie pour reconnaître et faire respecter les droits humains fondamentaux de ses citoyens, et nous, la famille des Nations Unies en Gambie, sommes déterminés à soutenir les efforts qui élargissent l'espace démocratique du pays."

Vous êtes Coordonnatrice résidente des Nations Unies en Gambie depuis 2018, que pouvez-vous nous dire sur ce pays ?

La Gambie a considérablement changé au cours des cinq dernières années. Le changement le plus important s'est probablement produit dans la sphère démocratique. Prenons le cas de la liberté d'expression, qui s'est améliorée au point où le rapport Afrobaromètre 2021 affirme qu'« une écrasante majorité de Gambiens disent que les médias sont en fait libres de faire leur travail sans ingérence du gouvernement ». Bien que tout le monde ne soit pas d'accord avec cette évaluation, nous pouvons affirmer sans risque que la plupart des Gambiens le pensent. Un autre exemple, beaucoup plus récent, est l'adoption par l'Assemblée nationale du projet de loi sur l'accès à l'information. L'indépendance du pouvoir judiciaire s'est également accrue, comme l'indique le nombre d'affaires enregistrées cette année, y compris la réintégration d'un membre désigné de l'Assemblée nationale dont la nomination a été annulée par le Président. Dans l'ensemble, la Gambie est sur la bonne voie pour reconnaître et faire respecter les droits humains fondamentaux de ses citoyens, et nous, la famille des Nations Unies en Gambie, sommes déterminés à soutenir les efforts qui élargissent l'espace démocratique du pays.

Qu'en est-il des défis ? Quel soutien l'ONU apporte-elle aux Gambiens ?

La Gambie, comme tous les autres pays du Sahel est confrontée à des défis de développement nombreux et complexes : Premièrement, les défis que le pays pourrait surmonter difficilement. Ce sont les questions urgentes, qui ont été exacerbées par la pandémie de la COVID-19. Il s'agit notamment d'un système de santé publique fragile, d'une économie affaiblie par la pandémie de la COVID-19, d'événements météorologiques extrêmes liés au changement climatique tels que les tempêtes, les déplacements et les migrations, ainsi que la détérioration des infrastructures et de l'inégalité dans l'accès aux services sociaux. Selon nos analyses, le déplacement et la migration sont le défi le plus immédiat que le pays est le moins préparé à relever et ce défi a le potentiel d'avoir l'effet le plus néfaste sur la cohésion sociale et l'égalité. Deuxièmement, les problèmes de développement que le pays peut surmonter, mais qui doivent être priorisés conformément au Plan national de développement, comme l'insécurité alimentaire, l'inégalité entre les sexes, la sécurité intérieure, la stabilité politique et l'espace démocratique, entre autres.

Notre appui s'inscrit dans le Cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD). En bref, ce que nous avons fait en tant qu'ONU, c'est d'identifier des domaines prioritaires communs pour tirer parti du soutien à l'éradication de la pauvreté, au développement du capital humain et à la gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement, en mettant fortement l'accent sur la bonne gouvernance. En collaboration avec les parties prenantes nationales, les partenaires au développement et le gouvernement, 17 agences des Nations Unies ont élaboré une réponse globale conjointe et centrée sur les personnes aux priorités nationales de développement dans le but d'éradiquer la pauvreté et de contribuer à la réalisation des objectifs de développement durables (ODD) de la Gambie.

L'ONU a joué un rôle déterminant en Gambie. Quelles sont ses principales réalisations ?

À l'ONU, nous préférerons mettre l'accent sur les partenariats. Nos réalisations sont le résultat de la collaboration avec nos partenaires et de l'appui des dirigeants du gouvernement. Je dirais que les partenariats sont notre réalisation la plus importante puisqu'ils servent de « moteurs » qui alimentent nos activités. Prenons l'exemple de l'élection qui vient de s'achever. Il va presque sans dire que les progrès auxquels nous avons tous assisté n'auraient pas été possibles sans la collaboration entre les organisations de la société civile, la police gambienne, la Commission électorale indépendante et les partenaires de développement tels que l'Union Européenne et la CEDEAO, pour ne nommer que ceux-là. Chaque partenaire a eu et aura toujours un rôle à jouer, et sans eux, aucun partenariat ne peut réussir et aucune organisation ne peut prétendre à un seul succès.

Je dirais aussi que la relation la plus importante est celle que nous, l'ONU, avons développée avec le peuple gambien, qui a permis aux Gambiens de nous faire confiance, de compter sur nous et même de nous conseiller quand ils pensent que nous nous égarions. J'ai entendu un proverbe gambien qui souligne la valeur des partenariats, et avertit qu' « une mouche qui n'a personne pour la conseiller, suit le cadavre dans la tombe » et en effet, nous serions perdus sans ce partenariat crucial avec le peuple et le gouvernement de la Gambie.

Cela dit, je dois également mentionner notre soutien à la Commission vérité, réconciliation et réparations, comme un exemple rendu possible par ces partenariats. Vous savez peut-être qu'il y a exactement un an, la Commission vérité, réconciliation et réparations a décerné des prix à trois agences des Nations Unies (le Haut-Commissariat pour les Droits de l'Homme, le Programme des Nations Unies pour le Développement et la Commission de consolidation de la paix) en reconnaissance du rôle crucial que ces agences ont joué dans le processus de la Commission vérité, réconciliation et réparations.

L'élection présidentielle qui s'est déroulée pacifiquement marque une nouvelle étape. Selon vous, quelles sont les priorités que l'ONU en partenariat avec les autorités gambiennes, devraient définir ?

Nous nous réjouissons de la perspective de poursuivre les travaux sur les processus de réforme en suspens, y compris le processus de réforme constitutionnelle ; soutenir la mise en œuvre des recommandations de la Commission vérité, réconciliation et réparations et se concentrer davantage sur le développement, le changement climatique et la sécurité alimentaire, l'égalité des sexes en mettant l'accent sur la promotion du leadership et de la participation politique des femmes. Nous voulons également faire pression pour une plus grande représentation des femmes au sein du gouvernement, l'égalité des sexes au sein des entreprises publiques et privées à travers le sceau de l'égalité des sexes. Nous continuerons également à soutenir le programme de réforme du secteur de la sécurité, le secteur des terres et de la pêche, la cohésion sociale et la réconciliation, le développement des compétences et les possibilités de création d'emplois pour les jeunes Gambiens qui constituent plus de 60% de la population. En outre, l'ONU soutiendra une initiative transfrontalière entre la Gambie et le Sénégal visant à renforcer la coopération transfrontalière afin d'accroître la résilience communautaire et la cohésion sociale le long des frontières identifiées entre les deux pays. Nous visons également à soutenir les initiatives transfrontalières qui favorisent la croissance économique et sociale, et qui permettent la mise en œuvre du pacte mondial sur les migrations et continuent de fournir un soutien stratégique à la Gambie dans sa réponse à la pandémie de la COVID-19.

A lire dans ce numéro

Edito : Ensemble, Consolidons la Paix

La Commission Mixte Cameroun-Nigeria, proche du but

Interview avec Abubakar Malami SAN, Chef de la délégation du Nigeria pour la CNMC, Procureur général et ministre de la Justice du Nigéria

Le peuple Gambien a mis toutes ses billes dans la paix et la prospérité

La Commission vérité, réconciliation et réparations de la Gambie et le processus de justice transitionnelle

UNOWAS et UNOCA soutiennent les efforts de stabilisation dans le Bassin du Lac Tchad

L'initiative de cohésion sociale des NU pour la paix et la prévention des conflits dans la sous-région

Les leaders religieux et traditionnels, acteurs majeurs dans la consolidation de la paix

Les femmes appellent à une mise en oeuvre rapide de la Res. 1325

A Abuja, les jeunes réclament leur pleine participation dans les processus de décision

Ya Mammie Ceesay & Alhajie Ceesay, The Gambia ©Jason Florio

La Commission vérité, réconciliation et réparations de la Gambie et le processus de justice transitionnelle

De nombreux Gambiens pensaient que le changement de gouvernement en 2017 changerait la donne après 22 ans de recul des droits humains. Cependant, peu de gens auraient pu prédire le rôle central de la Commission vérité, réconciliation et réparations dans le renforcement de la cohésion sociale et de la conscience des droits de l'homme.

Le gouvernement gambien a créé la Commission vérité, réconciliation et réparations afin de documenter les violations des droits humains commises entre juillet 1994 et janvier 2017. En particulier, la Commission vérité, réconciliation et réparations favorise, la guérison et la réconciliation, aide les victimes de violations des droits de l'homme et lutte contre l'impunité.

Assurer la transparence est un élément essentiel du travail de la Commission vérité, réconciliation et réparations. Dans cette optique, la Commission a diffusé en direct les 393 témoignages de victimes sur YouTube, à la radio et à la télévision pendant 871 jours à compter de janvier 2019.

Les premiers obstacles de la commission comprenaient l'humiliation et les menaces de femmes témoins. La Commission a entendu des plaintes concernant des personnes qui faisaient honte à des témoins féminins. Ce scénario regrettable a empêché de nombreuses femmes victimes de raconter leur histoire. En réponse, la commission a contacté ses partenaires pour obtenir de l'aide. Bien que l'ONU et d'autres organisations comme le Centre international pour la justice transitionnelle qui ont répondu favorablement n'aient pas pu résoudre le problème, elles ont aidé plus de 75 femmes victimes à témoigner.

La mission de la Commission vérité, réconciliation et réparations a toujours mis l'accent sur

la guérison communautaire. Au cours des deux dernières années, elle a organisé des ateliers d'éducation civique et facilité des conversations sur la restitution avec des individus et des communautés. La Commission a également financé le traitement médical de quatre femmes victimes de violations des droits de l'homme en Turquie. Cette aide aux victimes a sans aucun doute accru la confiance de la population dans le processus de justice transitionnelle.

Le processus de la Commission vérité, réconciliation et réparations n'a pas été sans controverse. Des critiques dérisoires sur ses motivations sont venues d'alliés de l'ancien président.

En outre, la Commission vérité, réconciliation et réparations gambienne est unique parce qu'elle peut accorder des réparations ; très peu de commissions de vérité dans le monde ont cette autorité. Cependant, il a été difficile de clarifier la question des réparations. Alors que le gouvernement a appelé à la

patience, les victimes de violations des droits humains ont naturellement trouvé le processus d'attente des réparations péniblement long et ont exigé une restitution urgente.

La Commission vérité, réconciliation et réparations a contribué à la cohésion de la société en favorisant le dialogue et en permettant aux victimes de partager leurs expériences.

Cependant, le succès de la Commission vérité, réconciliation et réparations peut être annihilé si le gouvernement ne met pas en œuvre ses recommandations ou n'indemnise pas les victimes à temps. Par conséquent, tous les partenaires de développement du pays doivent travailler ensemble pour identifier et financer cette étape critique du processus de justice transitionnelle en Gambie.

La commission a reçu le soutien de plusieurs organisations, dont le Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix, le premier donateur à avoir financé un projet conjoint du Haut-Commissariat des Droits de l'Homme et du Programme des Nations Unies pour le Développement pour la justice transitionnelle et les droits de l'homme qui s'est achevé en juillet 2021. L'ONU a soutenu le renforcement des capacités des organisations de la société civile gambienne, y compris les organisations dirigées par des femmes et des jeunes, les femmes leaders communautaires et les leaders de la jeunesse ainsi que les chefs religieux et traditionnels, facilité les activités de sensibilisation et soutenu les victimes. Cela répondait aux besoins des survivantes de violence sexuelle et sexiste (VBSG) et encourageait leur participation active aux activités de la commission qui a constaté une augmentation de 300% des déclarations sur la violence sexuelle et sexiste entre janvier 2019 et janvier 2020.

A lire dans ce numéro

Edito : Ensemble, Consolidons la Paix

La Commission Mixte Cameroun-Nigeria, proche du but

Interview avec Abubakar Malami SAN, Chef de la délégation du Nigeria pour la CNMC, Procureur général et ministre de la Justice du Nigéria

Le peuple Gambien a mis toutes ses billes dans la paix et la prospérité

Interview Seraphine Wakana Coordinatrice Résidente des Nations Unies en Gambie

UNOWAS et UNOCA soutiennent les efforts de stabilisation dans le Bassin du Lac Tchad

L'initiative de cohésion sociale des NU pour la paix et la prévention des conflits dans la sous-région

Les leaders religieux et traditionnels, acteurs majeurs dans la consolidation de la paix

Les femmes appellent à une mise en oeuvre rapide de la Res. 1325

A Abuja, les jeunes réclament leur pleine participation dans les processus de décision

Photo : ©Jason Florio

UNOWAS et UNOCA soutiennent les efforts de stabilisation dans le Bassin du Lac Tchad

C'est dans un esprit de solidarité que M. Mahamat Saleh ANNADIF, Représentant spécial du Secrétaire général et Chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) et M. François Louncény FALL, Représentant spécial du Secrétaire général et Chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA), ont entrepris, en octobre 2021, une tournée de haut niveau dans trois pays du Bassin du Lac Tchad affectés par la crise liée au Boko-Haram.

Recrudescence des attaques terroristes dans le Bassin du Lac Tchad

La menace de l'extrémisme violent et du terrorisme ne se limite pas seulement au Sahel ou aux pays du G5 Sahel. Elle s'étend sur d'autres territoires, notamment dans la région du Bassin du Lac Tchad. Cela fait plus d'une décennie que les activités terroristes du groupe Boko Haram perdurent dans la zone du Bassin du Lac Tchad provoquant une grande souffrance, des pertes énormes en vie humaine, en infrastructures sociales et économiques ainsi que des déplacements massifs de populations qui ont généré des besoins humanitaires inestimables.

C'est en prenant compte de cette réalité, que le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté, le 31 mars 2017, la Résolution 2349 portant sur la menace terroriste dans le bassin du lac Tchad par Boko Haram. La résolution réitère la responsabilité première des États membres de protéger les populations civiles sur leurs territoires et encourage les pays de la région à donner la priorité aux préoccupations liées droits de l'homme et à faciliter une plus grande coopération avec les agences des Nations Unies.

Aujourd'hui, les pays du Bassin du Lac Tchad font face à une recrudescence des attaques de groupes terroristes et criminels qui exploitent les conflits locaux et les fissures sociales pour affaiblir la cohésion sociale et l'unité nationale. Selon le Bureau pour la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA), 10,6 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire dans la région du Bassin du Lac Tchad. 2,8 millions de personnes sont des déplacés internes et 264.000 autres sont des réfugiés. Le Nigéria, le Cameroun, le Tchad et le Niger, dans le cadre de la Force conjointe multinationale (MNJTF), continuent de lutter contre ces divers acteurs qui menacent la paix et la sécurité dans le nord-est du Nigeria et dans le Bassin du Lac Tchad.

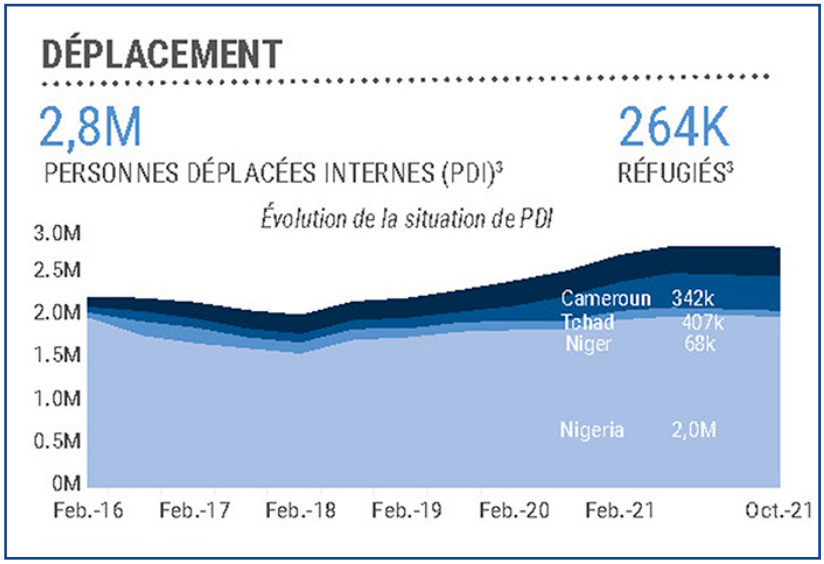
> **10,6 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire dans la région du Bassin du Lac Tchad**

Une visite de solidarité

Afin d'évaluer l'impact de cette crise sécuritaire, les deux Représentants spéciaux François Lounceny FALL et Mahamat Saleh ANNADIF, ont entrepris une tournée conjointe dans les pays du Bassin du Lac Tchad affectés par la crise Boko-Haram. Dans un esprit de solidarité, ils ont successivement visité le Cameroun (18 – 20 octobre 2021), le Tchad (20-22 octobre 2021) et le Nigeria (28 – 30 octobre 2021). Dans ces trois pays, les Représentants spéciaux ont rencontré des membres du gouvernement, des autorités locales et militaires, des membres du corps diplomatique, des membres de l'équipe pays des Nations Unies, ainsi que des partenaires humanitaires et de développement.

Les Représentants spéciaux se sont également rendus à Maroua (Région de l'Extrême-Nord au Cameroun), à Baga Sola (Province du Lac au Tchad) et à Maiduguri (Nord-Est Nigeria) où ils ont accordé une très grande attention à la situation des com-

Mahamat Saleh ANNADIF et François Louncény FALL en visite dans un camp de réfugiés au Tchad



Source : OCHA

munautés locales, des populations déplacées et des personnes réfugiées avec lesquelles ils ont échangé sur les réalités du terrain. Tout en soulignant l'importance d'avoir une réponse holistique face aux défis sécuritaires et humanitaires qui touchent la région du Bassin du lac Tchad, les deux officiels onusiens ont, appelé à un renforcement de la collaboration aux niveaux national et régional et l'adoption d'une approche régionale face à l'insurgence de Boko Haram et autres groupes extrémistes.

Au cours des visites, MM. FALL et ANNADIF ont pu noter les progrès réalisés par les pays, avec le soutien des agences des Nations Unies, dans la mise en œuvre de la stratégie régionale pour la stabilisation, le relèvement et la résilience des zones touchées par Boko Haram dans le bassin du lac Tchad.

Pour rappel, cette stratégie a été adoptée par le Conseil des ministres de la Commission du bassin du lac Tchad en août 2018 et approuvée par le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine (CSCAU) en décembre 2018. Elle est une réponse aux menaces et permet de s'attaquer aux causes profondes du conflit et d'assurer la stabilisation à long terme de la région.

Dans la région du Bassin du Lac Tchad, UNOCA et UNOWAS et leurs partenaires travaillent en synergie pour soutenir les pays dans leurs efforts de stabilisation.

Sur le même sujet

Le soutien des Nations Unies pour faire face à l'insécurité dans le Bassin du Lac Tchad

A lire dans ce numéro

Edito : Ensemble, Consolidons la Paix

La Commission Mixte Cameroun-Nigeria, proche du but

Interview avec Abubakar Malami SAN, Chef de la délégation du Nigeria pour la CNMC, Procureur général et ministre de la Justice du Nigéria

Le peuple Gambien a mis toutes ses billes dans la paix et la prospérité

Interview Seraphine Wakana Coordinatrice Résidente des Nations Unies en Gambie

La Commission vérité, réconciliation et réparations de la Gambie et le processus de justice transitionnelle

L'initiative de cohésion sociale des NU pour la paix et la prévention des conflits dans la sous-région

Les leaders religieux et traditionnels, acteurs majeurs dans la consolidation de la paix

Les femmes appellent à une mise en oeuvre rapide de la Res. 1325

A Abuja, les jeunes réclament leur pleine participation dans les processus de décision

L'initiative de cohésion sociale des NU pour la paix et la prévention des conflits dans la sous-région

Les 10 et 12 novembre dernier, les villes de Nzérékoré en Guinée, et Niamey au Niger, ont abrité les cérémonies de lancement de l'initiative régionale de cohésion sociale. Une initiative conçue en coordination avec les pays de la région pour promouvoir le dialogue inclusif, la paix, la diversité culturelle, les échanges interculturels et la cohésion sociale entre les communautés.

Etudiants de l'université de Nzérékoré

Nzérékoré, point de départ de la caravane culturelle pour la paix en Guinée

La population guinéenne se caractérise par une grande diversité ethnique. Elle comprend trois principaux groupes linguistiques : les Peuls en Moyenne Guinée (ou Foutah Djallon), les Malinkés en Haute Guinée et les Soussous sur la Côte (ou Guinée Maritime). La région forestière compte environ 24 langues distinctes. C'est donc, cette région hétéroclite, plus précisément la ville de Nzérékoré, qui a été choisie pour abriter la cérémonie officielle de lancement de l'initiative de Cohésion Sociale en République de Guinée.

L'initiative de « Promotion de l'inclusivité et de la cohésion sociale en Guinée » est également une contribution des Nations Unies pour aider à faciliter une transition pacifique et inclusive en Guinée. Sous forme de caravane culturelle, elle permettra de favoriser les processus de réconciliation au niveau national et communautaire sur la base des cultures locales, et le renforcement des infrastructures locales de paix, la promotion des droits de l'homme et le vivre ensemble, et de favoriser une plus grande participation des femmes et de l'ensemble des communautés dans le renforcement de la cohésion sociale et du vivre-ensemble.

Deuxième grande ville de la Guinée, e Nzérékoré n'est pas seulement connue pour ses grands marchés qui font d'elle un centre de commerce incontournable dans le pays. Elle est aussi réputée pour sa riche diversité culturelle et ethnique.

Un rêve commun : Une Guinée unie et prospère

Sur fond de tambour et de balafon accompagnés de quelques esquisses de pas de danses traditionnelles, l'Université de Nzérékoré a des allures de

> Les jeunes doivent se dépasser et travailler à être des hommes et des femmes intègres dans un pays où la justice retrouve la place qui lui est due

Troupe de théâtre en représentation lors de la cérémonie de lancement de l'Initiative de Cohésion sociale à Nzérékoré

fête. Des représentants des autorités nationales, locales, communautaires, religieuses, des femmes, des hommes, mais aussi des représentants des Nations Unies, de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest CEDEAO, de l'Union Européenne, des ambassadeurs, venus de Conakry, et surtout, des jeunes s'installent dans l'amphithéâtre apprêté pour cette occasion spéciale. Sur toutes les lèvres, il n'est question que de cohésion sociale, de paix, de diversité, de culture et de vivre ensemble.

Aissatou Yaya Diallo, Fatoumata Binta Diallo et Houssainatou Diallo, trois jeunes étudiantes guinéennes venues assister à cet important évènement qui marque le départ de la Caravane Culturelle de sensibilisation pour la promotion de la paix et du vivre ensemble. Après avoir gratifié le public d'un beau poème très engagé dénonçant les conflits, les violences interethniques et appelant à la paix, Aissatou, étudiante en licence, génie de l'environnement, retrouve son groupe d'amies. « Je rêve d'une Guinée unie et prospère », lance-t-elle à ses dernières, et d'ajouter que « s'il y a la paix on peut espérer que tout ira mieux ». Les trois étudiantes à l'université de Nzérékoré discutent entre elles et parlent de leurs aspirations pour la Guinée qui leur est si chère. Le rêve de Aissatou pour sa patrie est largement partagé par ses deux amies qui répètent à leur tour qu'elles aimeraient voir leur pays uni. Et Houssainatou, qui suit des études en hydrologie, de compléter en disant que « ce n'est que dans un environnement de paix qu'on peut se développer ».

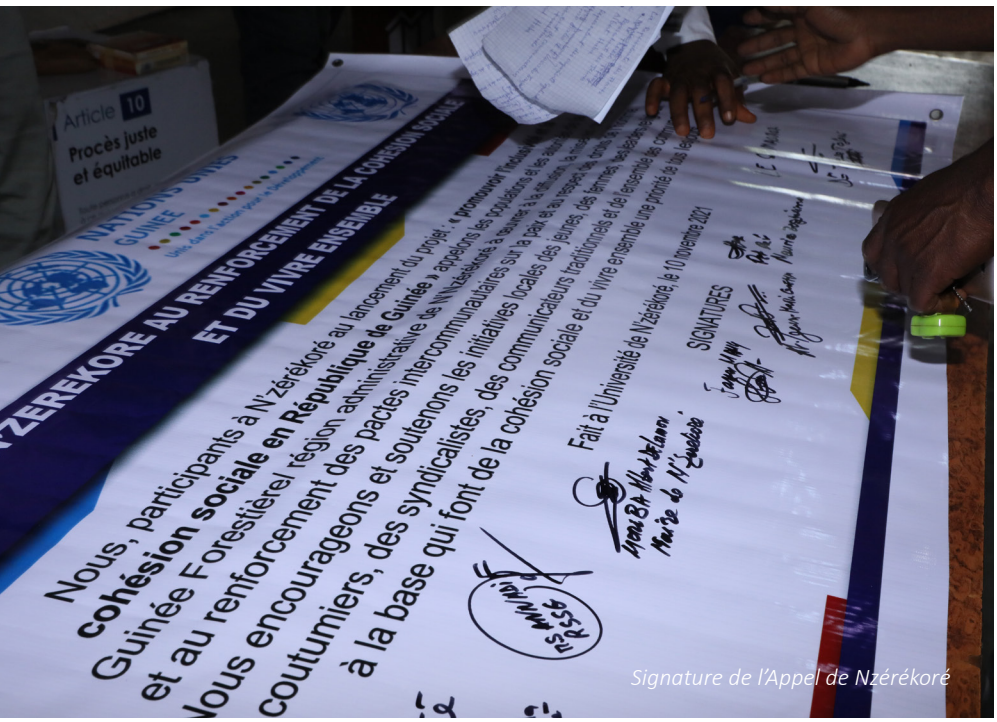
De son côté, Diakité Aboubacar Sidiki, président des jeunes de l'Université de Nzérékoré pense que le développement de la Guinée doit se faire avec les jeunes. « La Guinée ne peut aller de l'avant si nous ne nous donnons pas la main et que nous nous pardonnons. Les jeunes doivent se dépasser et travailler à être des hommes et des femmes intègres dans un pays où la justice retrouve la place qui lui est due », a-t-il déclaré.

Faisant écho aux déclarations des jeunes, et prenant en compte la situation politique que traverse le pays, le Représentant spécial des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, Mahamat Saleh ANNADIF, a tenu à souligner durant son intervention l'importance de cette évènement dans le contexte de la transition en cours en République de Guinée : « Cette journée nous offre l'opportunité de rappeler la responsabilité individuelle et collective de tous les guinéens et toutes les guinéennes dans les comportements, les actes et les faits susceptibles de fragiliser le tissu social », a-t-il déclaré.

> **Je rêve d'une Guinée unie et prospère, s'il y a la paix on peut espérer que tout ira mieux**

En effet, Nzérékoré a toujours été un creuset de cohabitation pacifique, d'échange et de solidarité. Pour rappel, C'est dans cette localité que, le 19 novembre 2013, le pacte intercommunautaire de non- agression et

Etudiantes de l'université de Nzérékoré



Signature de l'Appel de Nzérékoré

de Cohabitation Pacifique entre les Groupes Sociaux Vivant en Guinée Forestière a été signé avec l'implication des autorités coutumières, intellectuelles et religieuses, des animateurs sociaux, des bonnes volontés, y compris les organisations de la société civile.

De son côté, le Maire de la commune urbaine de Nzérékoré, Moriba Albert Délamou, estime que cette initiative vient à son heure pour renforcer la cohésion sociale et le vivre ensemble. « Pour des causes diverses, des affrontements interethniques, ont été enregistrés dans notre pays à partir de 1991, entraînant ainsi les troubles sociaux et la méfiance. Cette fracture du tissu social doit être soignée nécessairement par des sensibilisations à tous les niveaux pour prévenir d'autres conflits d'une part, et accélérer la réconciliation d'autre part. » a-t-il déclaré.

Présent également à la cérémonie, le représentant du gouvernement de transition, le Ministre des Affaires Etrangères de la République de Guinée, Morissanda Kouyaté, a indiqué pour sa part que ce programme va être important dans la vie des jeunes et a appelé ces derniers « à combattre l'esprit maléfique de la division ethnique » et à « Marcher main dans la main ».

Cette première étape du lancement de cette initiative a permis l'adoption de l'Appel de Nzérékoré en faveur du renforcement et de la mise en œuvre des pactes de solidarité et de cohésion sociale conclus entre les communautés de la région.

La cohésion sociale, un effort chaque jour renouvelé

Tout au long de l'année 2022, en plus de Nzérékoré, les villes de Macenta, Siguiri, Kankan, Dabola, Mamou, Labé, Koundara, Boffa, Kindia, et Conakry accueilleront la caravane culturelle de sensibilisation afin de continuer de promouvoir le dialogue inclusif, la paix, la diversité culturelle, et la cohésion sociale entre les communautés.

Il est prévu des espaces d'échange et de dialogue pour débattre des préoccupations liées à la cohésion sociale et identifier des solutions locales endogènes pouvant contribuer à assurer une transition pacifique eclusive en Guinée. Les résultats des différentes consultations seront présentés aux plus hautes autorités de la Guinée, en décembre 2022, à Conakry, dernière étape de la tournée.

Nzérékoré a donné le ton pour ce projet qui s'inscrit dans le cadre de la stratégie de prévention des conflits et de consolidation de la paix des Nations Unies et qui permet d'accompagner des pays de la sous-région dans leurs efforts de renforcement de la cohésion sociale.

Un projet similaire pour le renforcement de la cohésion sociale et la consolidation du dialogue national a été aussi lancé en République du Niger, le 12 novembre 2021, par le Représentant spécial ANNADIF et le Premier Ministre, Ouhoumoudou MAHAMADOU. Il sera également initié en Côte d'Ivoire et au Burkina Faso.

« La cohésion sociale n'est pas simplement un concept théorique, c'est un effort chaque jour renouvelé », a rappelé M. ANNADIF.

A lire dans ce numéro

Edito : Ensemble, Consolidons la Paix

La Commission Mixte Cameroun-Nigeria, proche du but

Interview avec Abubakar Malami SAN, Chef de la délégation du Nigeria pour la CNMC, Procureur général et ministre de la Justice du Nigéria

Le peuple Gambien a mis toutes ses billes dans la paix et la prospérité

Interview Seraphine Wakana Coordinatrice Résidente des Nations Unies en Gambie

La Commission vérité, réconciliation et réparations de la Gambie et le processus de justice transitionnelle

UNOWAS et UNOCA soutiennent les efforts de stabilisation dans le Bassin du Lac Tchad

Les leaders religieux et traditionnels, acteurs majeurs dans la consolidation de la paix

Les femmes appellent à une mise en oeuvre rapide de la Res. 1325

A Abuja, les jeunes réclament leur pleine participation dans les processus de décision

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les leaders religieux et traditionnels, acteurs majeurs dans la consolidation de la paix

Prenant en compte le rôle des différents acteurs reconnus dans la sous-région pour soutenir les efforts en faveur de la prévention des conflits et la consolidation de la paix, UNOWAS a organisé, à Dakar, les 16 et 17 décembre, un séminaire régional sur la contribution des leaders traditionnels et religieux à la consolidation de la paix.

Consolider la paix et prévenir les conflits dans la sous-région requiert un effort de longue haleine et un engagement constant de tous les partenaires et acteurs nationaux. La participation de la société civile, notamment les jeunes et les femmes dans les processus de paix est aussi nécessaire qu'urgente. Il en va de même des leaders religieux et traditionnels dont le rôle, de plus en plus important au niveau local et national, pourrait apporter une contribution significative aux efforts que déploient les autorités nationales et les institutions régionales pour prévenir les conflits et consolider la paix.

Fort de ce constat, UNOWAS a pris l'initiative de réunir une soixantaine de leaders religieux et traditionnels reconnus dans la sous-région pour leur engagement en faveur de la paix et la cohésion sociale. L'objectif était de créer un cadre de discussion et d'échanges permettant de partager les différentes expériences et diagnostics, et d'articuler des recommandations en vue de renforcer davantage la participation des leaders religieux et traditionnels dans les processus de résolution des conflits et de consolidation de la paix, ainsi que la promotion des valeurs de tolérance et de justice.

Acteur majeur

Connaissant la proximité des leaders traditionnels et religieux avec les populations, ainsi que l'importance de leur présence dans l'espace social ouest africain, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, Mahamat Saleh ANNADIF, a tenu à souligner l'apport prépondérant des leaders traditionnels et religieux

dans la sensibilisation des populations au discours de paix, et dans l'enracinement de la cohésion sociale dans une sous-région en proie à de nombreux défis. « Vous êtes un acteur majeur dont la contribution à la prévention et la résolution des conflits doit être soutenue pour mieux consolider la paix dans la sous -région, » a-t-il déclaré à l'ouverture du séminaire régional.

Répondant à l'invitation de l'UNOWAS, les participants ont, durant deux jours de travaux, partagé leurs diagnostics sur la réalité sociale et politique, et échangé sur les mesures nécessaires à mettre en place pour qu'ils puissent, en coordination avec les autorités locales et nationales, apporter une contribution plus efficace dans les processus visant à résoudre les conflits et à instaurer la paix.

Le séminaire a permis aux participants de mettre en évidence les diverses expériences de prévention de conflits tout en soulignant l'efficacité des approches holistiques fondées sur l'inclusivité politique, sociale et économique comme mécanisme favorisant l'émergence et le renforcement d'alternatives à la violence et aux conflits.

Une première

Pour les leaders religieux et traditionnels, le séminaire est « une première » qu'il faut renouveler. En effet, les défis liés à la sécurité et à la paix en Afrique de l'Ouest et au Sahel sont de plus en plus complexes et nécessitent une mobilisation continue et une action coordonnée pour mieux contribuer à la consolidation de la paix. Au terme de deux jours de travaux, les leaders religieux et traditionnels ont lancé un Appel à l'attention des autorités nationales et régionales, et aux divers partenaires les invitant à soutenir les recommandations formulées par le séminaire pour une contribution efficace à la consolidation de la paix et à la prévention des conflits en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

De son côté, UNOWAS, dans le cadre de son mandat et dans la limite de ses capacités, s'est engagé à apporter son soutien à la mise en place d'une plateforme des légitimités traditionnelles et religieuses et des experts afin de permettre une meilleure coordination des stratégies et des actions pour la consolidation de la paix.

Participants au séminaire régional sur la contribution des légitimités religieuses et traditionnelles à la consolidation de la paix

A lire dans ce numéro

Edito : Ensemble, Consolidons la Paix

La Commission Mixte Cameroun-Nigeria, proche du but

Interview avec Abubakar Malami SAN, Chef de la délégation du Nigeria pour la CNMC, Procureur général et ministre de la Justice du Nigéria

Le peuple Gambien a mis toutes ses billes dans la paix et la prospérité

Interview Seraphine Wakana Coordinatrice Résidente des Nations Unies en Gambie

La Commission vérité, réconciliation et réparations de la Gambie et le processus de justice transitionnelle

UNOWAS et UNOCA soutiennent les efforts de stabilisation dans le Bassin du Lac Tchad

L'initiative de cohésion sociale des NU pour la paix et la prévention des conflits dans la sous-région

Les femmes appellent à une mise en oeuvre rapide de la Res. 1325

A Abuja, les jeunes réclament leur pleine participation dans les processus de décision

Les femmes appellent à une mise en oeuvre rapide de la Res. 1325

Bissau, la capitale de la Guinée-Bissau, a abrité le 23 novembre 2021, la Journée Portes Ouvertes régionales sur les résolutions 1325 (2000) et suivantes du Conseil de Sécurité des Nations Unies relatives au Genre, aux Femmes, aux Jeunes, à la Paix et à la Sécurité.

La résolution 1325, adoptée à l'unanimité le 31 octobre 2000 par le Conseil de Sécurité des Nations Unies, a une signification particulière qui souligne la nécessité d'impliquer les femmes dans la prévention et la résolution des conflits, les négociations et la consolidation de la paix, la réponse humanitaire et la reconstruction post-conflit. Elle fournit un cadre politique décisif qui rend les femmes pertinentes pour négocier des accords de paix, planifier des opérations de maintien de la paix et reconstruire des sociétés déchirées par les conflits.

Une centaine de femmes et jeunes de la sous-région ont pris part à la Journée Portes-Ouvertes 2021 qui a été co-présidée par S.E. Umaro Sissoco Embaló, Président de la République de Guinée-Bissau, et Mahamat Saleh ANNADIF, Représentant spécial du Secrétaire général et Chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel. L'évènement a aussi vu la participation de Mme Maria da Conceicao, Ministre de la Femme, de la Famille et de la solidarité Sociale de la Guinée-Bissau ; Mme Suzi Carla Barbosa, Ministre des Affaires Etrangères, de la Coopération internationale et des Communautés de la Guinée-Bissau ; Mme Amina Priscille Longoh, Ministre de la Femme, de la Famille et de la protection de l'enfance de la République du Tchad et Présidente du Conseil des Ministres du G5 Sahel; M. Emmanuel OHIN, Ambassadeur, Représentant de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) en Guinée-Bissau.

Pendant cinq tours d'horloge, les femmes et les jeunes ont échangé avec M. ANNADIF sur les initiatives et approches nouvelles et appropriées à cibler dans les efforts de prévention, de gestion des conflits et de consolidation de la paix en vue de se donner des moyens d'accélérer

Je continuerai à faire le plaidoyer auprès des Etats pour qu'ils s'impliquent et appliquent les lois qui ont été adoptées

la mise en œuvre de l'agenda « Femmes, Paix et Sécurité » en Afrique de l'ouest et au Sahel.

Dans la région, une évaluation et une analyse d'impact menées en 2020 par la Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et UNOWAS ont montré qu'au cours des 20 dernières années de mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité, des réalisations et progrès notables ont été enregistrés, mais des efforts supplémentaires seront nécessaires car du chemin reste encore à parcourir pour de meilleurs résultats.

Entre autres réalisations, des lois, des mécanismes et des stratégies ont été adoptés pour protéger les femmes et les filles et promouvoir leur participation à la prévention des conflits, aux processus politiques et aux processus de médiation et de négociation en faveur de la paix. « Tous ces développements positifs demandent de notre part plus de plaidoyer en faveur de l'application effective des lois sur la violence-basée sur le genre, sur la parité et les quotas votées par la plupart des pays de la région, » a dit M. ANNADIF dans son échange avec les participants.

A l'issue de cette journée, M. ANNADIF s'est engagé à continuer le plaidoyer et à appuyer toutes les initiatives ainsi que les plans d'action en faveur de la mise en œuvre des Résolutions 1325 (2000) et suivantes du Conseil de Sécurité. « Je continuerai à faire le plaidoyer auprès des Etats pour qu'ils s'impliquent et appliquent les lois qui ont été adoptées » a-t-il déclaré.

Organisée annuellement par UNOWAS, en partenariat avec la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le G5 Sahel, l'Union du Fleuve Mano (UFM), les missions de paix, ONU Femmes et les autres entités des Nations Unies dans la région, Les journées portes ouverte portes ouvertes sont un cadre d'échange avec les femmes et les jeunes leaders de la région sur les défis à relever et les synergies nécessaires pour une mise en œuvre effective des résolutions 1325 (2000) et suivantes du CSNU relatives aux Femmes, aux Jeunes, à la Paix et à la Sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

Sur le même sujet

Les femmes, actrices incontournables dans la prévention des conflits

A lire dans ce numéro

Edito : Ensemble, Consolidons la Paix

La Commission Mixte Cameroun-Nigeria, proche du but

Interview avec Abubakar Malami SAN, Chef de la délégation du Nigeria pour la CNMC, Procureur général et ministre de la Justice du Nigéria

Le peuple Gambien a mis toutes ses billes dans la paix et la prospérité

Interview Seraphine Wakana Coordinatrice Résidente des Nations Unies en Gambie

La Commission vérité, réconciliation et réparations de la Gambie et le processus de justice transitionnelle

UNOWAS et UNOCA soutiennent les efforts de stabilisation dans le Bassin du Lac Tchad

L'initiative de cohésion sociale des NU pour la paix et la prévention des conflits dans la sous-région

Les leaders religieux et traditionnels, acteurs majeurs dans la consolidation de la paix

A Abuja, les jeunes réclament leur pleine participation dans les processus de décision

A Abuja, les jeunes réclament leur pleine participation dans les processus de décision

Près de 200 jeunes femmes et hommes se sont retrouvés les 9 et 10 décembre dernier à Abuja dans le cadre du 2eme Forum annuel des Jeunes de l'Afrique de l'Ouest et le Sahel pour échanger sur le thème « Jeunes femmes et hommes au cœur de l'innovation et de la construction des sociétés pacifiques et résilientes »

Les forums annuels des jeunes femmes et hommes pour la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel s'inscrivent dans le cadre des activités de l'UNOWAS en partenariat avec la CEDEAO pour la mise en œuvre des Résolutions 2250 (2015), 2419 (2018) et 2535 (2020) relatives aux jeunes, à la paix et à la sécurité.

Après la première édition tenue à Ouagadougou, Burkina Faso, en décembre 2018, la deuxième édition, organisée conjointement par l'UNOWAS et la CEDEAO (le Centre de Développement de la Jeunesse et des Sports - CDJS), avec le soutien du Gouvernement de la République Fédérale du Nigéria, avait pour objectif d'échanger sur les initiatives et les moyens à mettre en œuvre pour renforcer l'apport de la jeunesse dans la construction de sociétés pacifiques, résilientes et prospères en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Durant les deux jours, les échanges ont porté sur diverses thématiques, notamment : le rôle des jeunes dans la consolidation de la démocratie et de la paix, les défis de la promotion de l'égalité de genre et d'une culture de non-discrimination, la contribution des jeunes dans la construction d'un écosystème d'innovation en faveur du développement, entre autres.

Des synergies au service du développement

De nombreuses synergies sont nées des ateliers thématiques. A l'instar de Joshua et Mitchell, deux jeunes habitants d'Abuja qui se sont rencontrés durant le Forum et qui sont particulièrement intéressés par la question de l'entrepreneuriat des jeunes comme solution à la problématique de l'emploi. "Au Nigeria, de plus en plus de jeunes sont quasiment forcés de choisir l'entrepreneuriat compte tenu de la précarité des emplois et de la faiblesse des salaires qui leur sont proposés. En développant leur business, ils s'en sortent mieux qu'en étant employé dans une entreprise", a confié Mitchell, en partageant sa première expérience de travail en tant que jeune ingénieur.

D'autres témoignages venus du vécu des participants, de la Guinée-Bissau au Mali, du Cabo Verde au Tchad, ont été également partagés. Tous ces jeunes ont souligné l'importance de leur participation aux institutions démocratiques et la nécessité de mieux les intégrer au sein des organes de décision aux niveaux national et régional. Ils ont aussi, exprimé leurs préoccupations concernant l'extrémisme violent et le phénomène de la migration clandestine qui affectent la jeunesse, tout en insistant sur l'urgence de l'outiller afin qu'elle puisse jouer pleinement son rôle d'acteur majeur du changement pour une meilleure situation.

L'Appel à l'Action d'Abuja

A l'issue des travaux du Forum, les jeunes ont lancé l'Appel à l'Action d'Abuja, qui contient une série de recommandations, formulées à l'attention des autorités des pays et des partenaires dans la sous-région. L'une d'elles, exhorte les jeunes femmes et hommes de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel à mutualiser leurs efforts, et savoir-faire afin de contribuer activement à la consolidation de la paix, et à la construction de sociétés économiquement et socialement fortes.

Faisant écho aux interrogations et aux propositions des jeunes, le Représentant Spécial du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, Mahamat Saleh ANNADIF, a réaffirmé la nécessité de prendre des mesures pour soutenir davantage les jeunes « L'innovation des jeunes comme outil stratégique pour renforcer la paix et le développement doit être considérée comme une priorité », a-t-il déclaré lors de son intervention. Il a également réitéré l'engagement des Nations Unies et de l'UNOWAS à rester mobilisés pour apporter, en collaboration avec la CEDEAO et les autres partenaires, le soutien nécessaire aux jeunes afin qu'ils puissent jouer pleinement leur rôle dans le renforcement de la paix, la démocratie et le développement en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

▲ Participants au deuxième Forum des annuel des Jeunes de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel

A lire dans ce numéro

Edito : Ensemble, Consolidons la Paix

La Commission Mixte Cameroun-Nigeria, proche du but

Interview avec Abubakar Malami SAN, Chef de la délégation du Nigeria pour la CNMC, Procureur général et ministre de la Justice du Nigéria

Le peuple Gambien a mis toutes ses billes dans la paix et la prospérité

Interview Seraphine Wakana Coordinatrice Résidente des Nations Unies en Gambie

La Commission vérité, réconciliation et réparations de la Gambie et le processus de justice transitionnelle

UNOWAS et UNOCA soutiennent les efforts de stabilisation dans le Bassin du Lac Tchad

L'initiative de cohésion sociale des NU pour la paix et la prévention des conflits dans la sous-région

Les leaders religieux et traditionnels, acteurs majeurs dans la consolidation de la paix

Les femmes appellent à une mise en oeuvre rapide de la Res. 1325

▼ Les jeunes leaders en discussion lors des ateliers thématiques

2022
UNOWAS
Happy New Year
Meilleurs voeux

Together for peace
Ensemble pour la paix